

sur nombre de nos producteurs, qui avaient déjà eu la même idée, mais qui ne s'y étaient jamais arrêtés sérieusement. A la suite des révélations faites lors de ce congrès, ils sont rentrés tout disposés à concentrer leurs efforts sur l'accroissement et l'amélioration du commerce d'exportation. N'est-ce pas là une initiative supplémentaire destinée à combattre les maux économiques?

Je me permettrai de proposer qu'on aille encore plus loin dans cette campagne d'expansion, ou d'exportation et de consommation intérieure, en constituant un groupe analogue au Conseil de la productivité, chargé d'étudier l'importation de nouvelles industries ou l'expansion de celles qui existent déjà. Ce conseil se composerait, dans le cadre du ministère du Commerce, de spécialistes ou de professionnels dans certains domaines commerciaux de certains pays autres que le Canada. Nous sommes un pays jeune. Nous avons encore beaucoup à apprendre de ceux dont l'histoire remonte à bon nombre de siècles.

En ce qui concerne les articles produits dans ces pays et que nous pourrions facilement fabriquer ici, je pense aux produits comme ceux que visait la récente commande obtenue par les *Montreal Locomotive Works Limited* concernant la construction de wagons de chemin de fer pour la Commission des transports de Toronto. L'ingéniosité dont la société a fait preuve en allant chercher des ingénieurs au sud de notre frontière, en dressant des plans, pour examiner ensuite le coût prévu, ce qui lui a permis de faire une soumission intelligente en vue de cette commande, doit nous faire réfléchir, car elle dénote un esprit de progrès dans notre pays.

Je ne crois pas que les commandes données par la Commission des transports de Toronto doivent être réservées en exclusivité aux Américains, aux Allemands ou aux Français. La société *Montreal Locomotive Works* a prouvé qu'elle aussi pouvait construire à un prix soutenant la concurrence, tout en fournissant une qualité égale aux autres. Les personnes prélevées dans les industries primaires et secondaires d'autres pays complèteraient la composition du Conseil de productivité et ajouteraient leurs connaissances à celles des hommes d'affaires et des commerçants qui s'intéressent aux ventes à l'étranger.

Même si une telle pensée nous cause quelque irritation, et quelque peine, il faut tenir compte que l'industrie forestière du Canada est celle qui représente une grande proportion des salaires, et il faut comprendre qu'une majeure partie de l'outillage de nos scieries et de nos moulins à pâte provient d'autres pays. J'espère que la proposition visant à instituer un organisme complémentaire sera jugée acceptable à la Chambre, et que nous n'aurons plus besoin d'exporter nos cerveaux,

mais que nous pourrions les garder ici et même en importer d'autres, ce qui présentera pour nous un avantage.

Le député de Kenora-Rainy-River (M. Benedickson) a accusé le gouvernement de ne pas vouloir présenter de mesures pour remédier aux taux actuels du change. Je suis sûr qu'il regrette maintenant beaucoup d'avoir jamais abordé le sujet. Les mesures prises par le gouvernement étaient indirectes et constituaient le seul moyen de modifier le taux du change. Je ne dis pas qu'il a été rédigé dans ce seul but, parce que ce budget courageux aura beaucoup de conséquences heureuses.

Je vous assure également,—et je doute qu'il y ait des gens qui ne le croient pas,—que le présent budget n'était pas blessant pour nos voisins du sud. C'est un budget canadien ayant pour but de répondre aux aspirations des Canadiens et il n'est pas anti-américain. Nous avons des problèmes à résoudre et nous devons les résoudre chez nous, non pas d'une façon anti-américaine, mais en voisins de ce pays et dans l'intérêt des Canadiens. Nos relations avec les États-Unis d'Amérique sont bonnes et nous devrions les assurer de notre désir de collaborer avec eux pour autant que cela ne nuit pas aux intérêts canadiens.

En haussant le plafond des bénéfices des petites entreprises, qui est porté à \$35,000 avant qu'elles entrent dans la catégorie de lourde imposition, nous avons énormément soulagé ceux qui en avaient le plus besoin. Grâce à ce soulagement, un vaste secteur de l'entreprise canadienne exploitera les réserves supplémentaires de bénéfices, prendra plus d'expansion et créera plus d'emplois.

Ne pouvions-nous pas songer à ce que les petites entreprises qui emploient de 5 à 25 personnes et qui se multiplient partout au Canada, tant dans l'Ouest que dans l'Est, puissent manufacturer les produits qui jusqu'ici étaient importés au Canada. Je songe à ce plan bien conçu du présent gouvernement qui a pour but de toucher tous ces secteurs de notre économie. Les encouragements à l'établissement d'entreprises dans de nouvelles régions où la main-d'œuvre est disponible, l'abolition de la surtaxe de 4 p. 100, l'imposition d'une taxe de 15 p. 100 sur les dividendes versés à des non-résidents, comme je l'ai déjà dit, ont pour but de lancer une attaque générale contre les maux de notre économie. Ces mesures ont été mises en vigueur par l'élimination progressive et systématique des nombreux obstacles qu'on a qualifiés de broussailles. Rien ne nous empêche maintenant de nous acheminer vers une pleine économie.

Que voyons-nous au sud de la frontière? Nous voyons des petites villes, réparties par tout le pays, qui emploient 5, 10, 15, 20 ou 30